

Supprimer les barrières et construire des ponts

Tous deux membres d'ATD Quart Monde, Brésiliens, **EDUARDO SIMAS** et Mariana Guerra, partagent avec leurs trois enfants la vie de villageois modestes et vont à la rencontre de communautés indiennes et de travailleurs sans terre, avec l'idée de faire avancer ensemble la lutte contre la misère. Ils habitent à Mirantão, un village à 1 100 mètres d'altitude dans l'État de Minas Geiras, où ils connaissent presque tout le monde et sont appréciés du millier d'habitants disséminés dans la montagne.

À travers la vie et la résistance de M. Santos, personnage créé à partir de l'expérience de nombreuses histoires de vie réelles, l'auteur nous introduit dans le quotidien et les luttes des habitants d'une petite communauté rurale du Sud-Est du Brésil.

24

Parler de la réalité de la pauvreté rurale au Brésil est un grand défi. Comment éviter de tomber dans des généralisations qui ne tiennent pas compte de la diversité des interactions complexes et des histoires de vie uniques, tout en trouvant des traits communs qui unissent ces histoires dans leurs injustices et leurs luttes ?

Clivage ville-campagne

Il n'est pas nécessaire de bien connaître le pays pour comprendre que les populations rurales sont soumises aux conditions et aux limites imposées par leur environnement physique. Les grandes distances qui les séparent des centres urbains, qui les obligent souvent à emprunter des rivières ou des routes en très mauvais état, avec peu d'options de transport, rendent difficile l'accès à toutes sortes de services de base, ainsi que les conditions météorologiques, beaucoup de pluie, peu de pluie. Ce qui est déjà difficile est aggravé par un projet politique qui, historiquement, favorise le profit économique entre les mains de quelques groupes au détriment de la vie de la majorité de la population.

Et c'est dans les campagnes que ce projet semble se manifester de manière encore plus cruelle. Depuis l'extermination des premiers habitants et la confiscation de leurs territoires et de leurs ressources (éléments sacrés) au nom du profit déguisé en progrès, jusqu'aux formes plus subtiles qui ont créé dans l'imaginaire collectif l'idée de la campagne comme arriérée, archaïque, ignorante, par opposition à la ville du progrès, des lettres, des lumières.

Les campagnes, un territoire de luttes

Non sans résistance... On sait aussi que les campagnes sont un territoire fertile de luttes et de résistances et le berceau des mouvements sociaux les plus expressifs du pays, qui se sont consolidés avec l'ouverture démocratique des années 1980. Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) et les mouvements des peuples indigènes et des Quilombolas¹ sont quelques exemples de mouvements qui ont non seulement transformé la réalité concrète des populations rurales, mais également inscrit ces luttes à l'ordre du jour politique du pays. Ils ont également contribué à remettre en question le clivage artificiel entre la campagne et la ville.

Lorsque j'ai commencé à participer à des mouvements dans les favelas de Rio de Janeiro, j'ai été frappé par le fait que presque toutes les personnes que je rencontrais avaient une référence au monde rural. Eux-mêmes ou leurs parents ou grands-parents avaient quitté la campagne, fuyant l'extrême pauvreté et cherchant à survivre dans les villes. Beaucoup exprimaient un sentiment mitigé de dureté de la vie et en même temps une certaine nostalgie.

Certains ont gardé des liens avec leur pays d'origine, ayant eu l'occasion de le visiter et, dans certains cas, de créer de petites communautés entre les familles originaires des mêmes régions. Pour d'autres, ces liens semblent avoir été perdus à jamais et ne se manifestent que par des souvenirs épars. Ce qui est commun, c'est que pour tous ceux qui ont quitté la campagne, au cours de différentes vagues de migration, il ne s'est jamais agi d'un « choix » en soi, c'est-à-dire d'une décision pleine et autonome, mais précisément d'un manque d'options, considérant la migration comme la seule possibilité de survivre et peut-être d'offrir une vie meilleure à leurs enfants.

À Mirantão, où vit M. Santos

Cela nous amène à Mirantão, une petite communauté rurale du Sud-Est du Brésil, où le Mouvement est présent depuis 2012. À l'échelle du Brésil, il ne s'agit pas d'un endroit extrêmement isolé, puisqu'il se trouve à environ 300 kilomètres de Rio de Janeiro et de São Paulo. Cependant, en termes d'administration publique et d'accès aux services, les distances semblent s'accroître considérablement. Il en va de même sur les plans économique et politique : s'il n'y a pas de grandes exploitations agricoles ou de grandes entreprises, les mouvements de revendication mentionnés plus haut n'ont pas vu le jour ou ne se sont pas imposés.

C'est ici qu'a grandi et vit M. Santos, personnage fictif composé de nombreuses histoires réelles. M. Santos est né de l'autre côté de la montagne, dans un village encore plus isolé à l'époque. Sa mère l'a confié à ses parrains dans l'une des vallées de Mirantão, pensant qu'il aurait plus de chances d'être éduqué et d'avoir une vie meilleure. Dès qu'il a su marcher, il a commencé à donner un coup de main à la maison. Il ramassait et coupait le bois de chauffage, s'occupait des animaux, désherbait le jardin, plantait du maïs et des

1. Les *Quilombos* sont des communautés formées principalement par des Afro-Brésiliens fuyant l'esclavage, les *Quilombolas*. Plusieurs de ces communautés ont survécu jusqu'à aujourd'hui et sont considérées comme des peuples traditionnels dont les droits fonciers sont garantis par la constitution brésilienne, mais dans la pratique, elles sont confrontées à de nombreux conflits. Pour en savoir plus, voir <http://conaq.org.br/#>.

haricots. Il devait faire sa part. Il sortait dans l'obscurité avec son père adoptif pour aller chercher les vaches dans le pâturage et les traire pour son patron, propriétaire du terrain et de la maison où il a vécu la majeure partie de sa vie.

À cette époque, il y avait très peu d'argent, ils travaillaient presque en échange du droit de vivre dans la maison et de cultiver la terre. Il n'y avait pas grand-chose à dépenser non plus. Un voyage au magasin du village le week-end, où il a pris l'habitude de boire de la pinga² dès son jeune âge, était l'une des rares possibilités de distraction. Il était l'une des rares familles à être restées dans la vallée lorsque la production de charbon de bois s'est arrêtée, car la quasi-totalité de la forêt existante avait déjà été consommée. Et la seule à ne pas être propriétaire des terres sur lesquelles elle vivait. Il est allé à l'école dans la maison de son institutrice jusqu'à la troisième année. *« Elle était dure, se souvient-il, et les récréations étaient consacrées au battage du maïs ou au balayage du terrain. »* Il n'y avait pas de jeux.

Sans terre ni exploitation agricole, sans possibilité de formation, il s'est spécialisé dans les travaux les plus lourds et les moins rémunérateurs. Faucher les pâturages à la faux, creuser des ravins à la houe, porter des pierres, des choses que certains pensent n'être qu'une question de force, mais dont il démontre qu'il faut des connaissances, de la technique et de l'expérience pour bien les faire.

La période de production de charbon de bois pour alimenter les aciéries installées dans la région dans les années 1950, avant sa naissance, a duré cinq ans et a amené plusieurs familles dans la vallée. Elles vivaient dans des maisons en bois et en terre, prêtes à être démontées et reconstruites plus tard, au fur et à mesure de l'épuisement des ressources forestières. Pour les familles qui n'ont jamais possédé la terre sur laquelle elles vivaient, l'église de Bom Jesus dos Pobres à Mirantão a fourni de petites parcelles dans le village et les maisons ont été construites petit à petit avec l'aide des voisins. D'autres ont fini par partir pour les villes voisines, certains se sont installés et d'autres n'ont plus donné de nouvelles. M. Santos y est resté jusqu'à l'âge adulte.

Un autre changement important concerne les relations de travail. Auparavant, les gens vivaient sur les terres des propriétaires terriens et pouvaient y cultiver leurs récoltes en échange de soins et de différents types de travaux. Toutefois, à partir des années 1980, ces relations sont devenues insoutenables en raison de la modernisation du droit du travail et de l'intensification des contrôles. Les travailleurs ne pouvaient plus être non rémunérés et, comme il n'y avait pas assez d'argent pour tout le monde, la plupart d'entre eux ont quitté leur emploi. Ils n'avaient plus le droit de planter et, souvent, les personnes qui s'identifiaient comme des agriculteurs et qui avaient déjà un certain âge se retrouvaient à occuper des emplois considérés comme moins qualifiés, tels que ceux d'ouvrier agricole ou de domestique, qui auraient normalement été occupés par des jeunes ayant peu d'expérience. Ce sentiment de perte d'identité et de dévalorisation se lit dans les yeux tristes de

2. Alcool fabriqué artisanalement à partir de la canne à sucre.

M. Tião, qui récoltait des sacs et des sacs de haricots et qui, à la fin de sa vie, rongé par l'alcool et le travail, a dû se contenter d'acheter au marché un kilo de haricots pleins de pesticides pour le prix qu'il recevait pour le sac.

Une petite parenthèse pour expliquer que dans ce contexte, lorsque nous parlons de propriétaires terriens, nous ne parlons pas de gros agriculteurs avec beaucoup d'employés. Ce sont aussi des gens qui se lèvent à 4 heures du matin et travaillent dur chaque jour jusqu'à la tombée de la nuit. Ceux qui arrivent de l'étranger ne voient, à première vue, aucune différence entre le statut social de M. Santos et celui de M. Luiz, qui marche pieds nus dans la montée en serrant un bidon de lait. Cependant, le fait d'être propriétaire de la terre fait toute la différence et crée des distinctions qu'ils reconnaissent très bien.

Dans le cas de M. Santos, son père, devenu veuf et sans force pour travailler, s'est également installé à Mirantão et les propriétaires ont rénové et agrandi la maison où vivait la famille pour la louer à des touristes le week-end. Quant à lui, qui continue à travailler à la journée, il n'a jamais eu l'occasion de construire quoi que ce soit pour lui-même.

Un État quasi absent ou empêchant l'accès au droit

Dans ce bref récit de la vie de notre personnage, nous pouvons constater que l'État, que ce soit avec ses instruments de gouvernement ou avec les services de base d'accès aux droits, passe presque inaperçu dans sa vie. Cette présence finit par devenir perceptible dans sa vie d'adulte.

Alors qu'il était déjà marié et avait des enfants, il a fini par commettre des actes de violence, qu'il a ensuite beaucoup regrettés. Un fait qu'il reconnaît comme grave, mais qui n'a cependant pas eu de conséquences majeures dans la vie de la victime, avec laquelle il a pu ensuite reconstruire une relation, et qui est restée un élément fondamental de la structure familiale, tant sur le plan économique que sur le plan affectif.

Un jour, cependant, il reçoit la visite d'un huissier qui lui remet une série de documents qu'il ne comprend pas. Il ne retient que la question de l'officier : « *Pouvez-vous prendre un avocat ? Vous en aurez besoin.* » Heureusement, il a un ami qui maîtrise un peu mieux la lecture et les procédures bureaucratiques. « *Il s'agit d'une convocation pour présenter une défense face à une accusation du Ministère public. Vous avez dix jours pour désigner un avocat et présenter votre défense.* » L'acte d'accusation présente une version des faits beaucoup plus grave que celle présentée par la victime elle-même.

En même temps, on pense à son ami Carlos, qui a été accusé d'un crime, n'a eu personne pour l'aider, n'a pas pu se défendre correctement et a passé un an en prison. Il en est sorti avec une santé complètement brisée et est décédé quelques années plus tard.

Le document du juge indique ensuite que M. Santos a besoin d'un avocat pour répondre à l'accusation, présenter des preuves

et des témoins, et que s'il n'a pas les moyens de payer un avocat, le tribunal en désignera un. Pour ceux qui l'ignorent, il existe au Brésil le Bureau du défenseur public, un organe de l'État, prévu par la constitution, chargé, entre autres, de fournir une assistance juridique à ceux qui n'ont pas les moyens de se la payer. Les défenseurs publics sont des fonctionnaires de carrière bien préparés qui ont généralement choisi la profession comme une vocation et qui constituent une véritable force dans le pays pour les droits des plus exclus. Il se trouve que, comme dans beaucoup d'endroits au Brésil, à Mirantão, c'est-à-dire dans le district d'Aiuruoca auquel appartient Mirantão, il n'y a pas d'avocat commis d'office. Dans ce cas, le tribunal désigne un « avocat de la défense ». Il s'agit d'un avocat privé employé par le tribunal pour représenter l'accusé.

Après avoir appelé le tribunal, on leur dit qu'ils doivent se rendre à l'Association du barreau brésilien à Aiuruoca avec une série de documents prouvant qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir les services d'un avocat. Aiuruoca se trouve à environ 150 kilomètres de Mirantão, sur une longue route de terre. Il n'y a pas de transports publics. La solution consiste à payer une voiture qui coûte presque la moitié du salaire hebdomadaire. Une fois sur place, il prouve qu'il n'a pas de revenus. M. Santos assiste passivement à tout cela, faisant ce qu'on lui dit de faire sans se poser de questions. S'il n'était pas accompagné d'une personne de confiance, je me demande ce que cela donnerait.

Un avocat est alors désigné et il refuse. Un autre avocat est alors désigné, qui prend contact avec l'accusé et, avec l'aide de son ami, explique la procédure, écoute la version de M. Santos et lui dit comment il compte se défendre. C'est bien. Ils se sentent en confiance et ont un soupçon d'espoir.

Quelques jours plus tard, on apprend que deux avocats ont été désignés en même temps à la suite d'une erreur que personne ne peut expliquer et le juge décide de confirmer la désignation de l'autre avocat, qu'ils ne connaissent pas, parce qu'il a déjà présenté sa défense ! « *Que voulez-vous dire par là ? Il a présenté sa défense sans même avoir parlé à l'accusé ?* » On leur dit alors d'essayer de parler à l'avocat. Après plusieurs jours d'envoi de messages, ils parviennent à parler à l'avocat, mais très brièvement et sans beaucoup d'explications, l'avocat leur dit : « *Écoutez, si j'étais vous, j'engagerais un avocat privé pour pouvoir avoir une défense correcte.* »

Qu'en penser ? C'est un fait qui se produit très souvent dans différents domaines où il existe un droit constitutionnel, où il est supposé y avoir un service, mais où l'État lui-même crée des obstacles qui en empêchent l'accès. Un État qui a toujours été absent de votre vie en termes de fourniture de conditions pour une vie familiale saine, un travail décent et une éducation de qualité, devient soudainement présent comme la main du bourreau contre laquelle il n'y a aucun recours.

Il va sans dire que les événements rapportés ont bouleversé la vie de M. Santos et affecté toute la famille, y compris la victime elle-même. Pour l'heure, il s'agit d'essayer de faire désigner un

autre avocat, avec un minimum de dévouement, ce qui est délicat car il pourrait créer un contentieux avec le juge, ou, comme il lui a été suggéré, de s'endetter pour prendre un avocat privé et éviter une sanction plus lourde.

Ce manque d'accès au système juridique se manifeste également lorsqu'il s'agit de faire valoir ses droits, comme la pension rurale, créée en 1994 pour les travailleurs qui ont passé leur vie à la campagne sans jamais avoir eu d'emploi formel et qui n'ont donc pas cotisé au système de sécurité sociale. Il s'agit d'une avancée considérable et d'une source de revenus qui fait vivre de nombreuses familles dans les campagnes. Cependant, l'accès est souvent difficile, comme dans le cas de M. Rogério, qui a dû engager un avocat pour un pourcentage de la somme reçue et a même été humilié : « *Ils m'ont demandé si j'avais des callosités aux mains.* » Il n'a été payé que longtemps après.

Une transmission de connaissances et une solidarité empêchées

Ces éléments, qui semblent minimes par rapport à la complexité des grands conflits du pays, qui impliquent des formes modernes d'esclavage, la persécution des peuples indigènes et des Quilombolas, des assassinats et d'autres crimes violents, étouffent et tuent les formes de résistance et de solidarité qui pourraient être des exemples pour le monde. M. Santos lui-même, par exemple, aurait beaucoup à offrir en termes de sensibilité, d'affection pour les plantes et les animaux, de connaissance de la vie rurale, de générosité et de volonté d'aider sans rien attendre en retour, mais pour qu'il puisse faire tout cela et bien plus encore, il faut faire tomber les barrières culturelles, politiques et économiques et construire des ponts pour sortir de l'isolement. ■